

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Lutte pour la libération

N° 536 du 14.06 au 01.07.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Israël, US, UE: Voilà le vrai "axe du mal"!

Nouvelle injection de morphine israélienne à la communauté internationale.

Sous la pression internationale, Israël, lâche un peu de lest...

Un peu de lest : Une tentative de contourner la levée totale du siège et de faire baisser la pression et la colère populaire

Au pays de la liberté, des étudiants suspendus pour avoir critiqué « Israël »

Le Likoud approuve à l'unanimité la poursuite de la colonisation.

L'occupation israélienne convoque un enfant âgé de 7 ans

Les conclusions d'une étude rédigée par la « Central Intelligence Agency » ...

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama espérait des « progrès significatifs.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

14-06 au 30-06: Peuple Palestinien : 1 tué - 4 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

Israël, US, UE: Voilà le vrai "axe du mal"!

Des embarcations humanitaires internationales qui s'apprêtaient à livrer des médicaments et d'autres produits de première nécessité aux palestiniens de Gaza, plongés dans l'horreur d'un blocus inhumain, ont été sauvagement attaquées par l'armée israélienne.

De courageux citoyens, solidaires du peuple palestinien, venant de nombreux pays, y compris européens, ont été arrêtés, tabassés, assassinés impunément par l'armée israélienne, alors que ces embarcations naviguaient encore dans les eaux internationales.

Face à un Etat qui foule au pied le « Droit International » et les « Droits de l'Homme » avec autant d'aplomb, les réactions diplomatiques des pays occidentaux sont pourtant bien minimales, voire scandaleusement injustes.

Ce crime, s'ajoutant à l'horreur des nombreux crimes contre l'Humanité perpétrés par Israël en Cisjordanie, au Liban, à Gaza ces dernières années, élargit encore la prise de conscience internationale sur la véritable nature de cet Etat terroriste, malgré le matraquage médiatique permanent des médias occidentaux taxant toute forme d'antisionisme d'antisémitisme.

L'Etat terroriste, fasciste et colonialiste israélien montre une fois de plus qu'il se croit partout chez lui, en Palestine comme en mer, et qu'il s'autorise tous les crimes en revendiquant l'autodéfense alors qu'à chaque occasion, il est l'agresseur.

Cette tactique est celle des impérialismes fauteurs de guerre depuis toujours.

La Rassemblement des Cercles Communistes :

- appelle à développer le soutien à toute la résistance palestinienne, unie contre l'oppression coloniale, militaire, génocidaire de l'Etat terroriste israélien, à travers toutes les manifestations organisées en France contre le blocus de Gaza,
- appelle à développer le boycott systématique des produits israéliens, organisé internationalement par la campagne Boycott Désinvestissement Sanction,
- exige des médias qu'ils disent enfin la vérité sur les crimes d'Israël, non pas en interviewant les assassins eux mêmes, mais les victimes,
- exige du gouvernement français qu'il renvoie les ambassadeurs israéliens et rappelle les ambassadeurs français en Israël, comme l'a fait le président vénézuélien l'année dernière lors du pogrome de masse des palestiniens de Gaza, et comme le fait aujourd'hui le président nicaraguayen,
- fait le constat que l'Etat terroriste d'Israël se trouve de plus en plus isolé dans un rapport de force régional plus favorable à l'anti-impérialisme et à l'antisionisme, et appelle à résister ici contre la diabolisation médiatique permanente des pays, des organisations qui résistent au sionisme, qu'il s'agisse de la Turquie, de la Syrie, de l'Iran, de la résistance libanaise, de la résistance palestinienne dans son ensemble, Hamas, FPLP, Fatah, ...

Levée immédiate du blocus criminel de la bande de Gaza!

Boycott des produits israéliens !

Soutien inconditionnel à la résistance palestinienne contre l'Etat terroriste et sioniste !

Palestine Vivra, Gaza Vaincra !

Solidarité avec le peuple palestinien contre le terrorisme d'Etat sioniste!

http://cercles.communistes.free.fr:80/rcc/publi.php?idArticle=2010_06_04_rccgaza

Nouvelle injection de morphine israélienne à la communauté internationale.

Seize jours après le raid meurtrier israélien contre la flottille de la liberté à destination de l'enclave palestinienne de Gaza, le cabinet israélien de sécurité s'est réuni ce mercredi matin pour faire taire les quelques voix internationales "invitant" l'entité sioniste à la levée du blocus.

Certes, il n'est pas question pour "Israël" de lever le blocus, le cabinet de sécurité discute d'un simple "allègement" et examine une liste de nouveaux produits qui devraient être autorisés à entrer à Gaza ainsi que le feu vert, qui devrait être donné, après des mois de gel à des projets de construction d'écoles et d'autres bâtiments publics de l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés de Palestine (UNRWA).

Il n'est pas question non plus de lever le blocus maritime. C'est ce qu'a fait savoir le Premier ministre Benjamin Netanyahu, une mesure indispensable selon lui, pour empêcher Gaza de "devenir un port iranien par lequel transiterait des armes transportées par bateau dont des roquettes et missiles susceptibles de menacer le centre d'Israël".

Seront interdits d'entrée également les matériaux de construction comme les tuyaux, le ciment et le gravier. Et les justifications israéliennes ne tarissent pas: les tuyaux peuvent servir à fabriquer des roquettes, et le ciment et le gravier peuvent être utilisés par le Hamas pour construire des "bunkers"!

Donc, les sionistes discutent d'un allègement factice du blocus. L'objectif est seulement de convaincre la communauté internationale que la formation d'une commission d'enquête pour la mort de neuf activistes turcs à bord de la flottille n'est plus indispensable.

A ce sujet, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, garde l'espoir qu'Israël acceptera son appel pour une enquête internationale.

Selon Farhan Haq, un porte-parole de l'ONU, Ban Ki-moon "pense que la porte reste ouverte pour sa proposition", alors que le gouvernement israélien a entériné lundi la création d'une "commission publique indépendante" sur l'interception de la flottille en route pour Gaza.

Les Israéliens commettent ainsi le crime, enquêtent eux-mêmes sur ce crime, et en prennent les résolutions qui leur conviennent. C'est ainsi qu'opère un "Etat" au dessus des lois, Monsieur Ban Ki-moon.

16/06

<http://www.almanar.com.lb>

Sous la pression internationale, Israël, lâche un peu de lest...

Sous la pression internationale, Israël qui redoute la multiplication des flottilles humanitaires, comme celle du 31 mai dernier qui a coûté la vie à neuf passagers turcs et déclenché indignation et protestations dans toutes les capitales du monde, lâche du lest.

Il a allégé l'embargo terrestre sur Ghaza qu'il a asphyxié. Désormais, tous les «biens à usage civil» qui ne figurent pas sur la liste de produits interdits – comme les armes ou les équipements susceptibles d'être exploités à des fins guerrières - et les matériaux de construction destinés aux projets validés par l'Autorité palestinienne (écoles, établissements médicaux) seront autorisés d'entrée dans l'enclave palestinienne.

Israël qui continuera à obliger les bateaux de stopper dans le port israélien d'Ashod pour contrôler leurs cargaisons, s'engage à accroître l'activité des points de passage terrestre avec Ghaza.

Tony Blair, le porte-parole du Quartette, Barack Obama et Catherine Ashton, la chef de la diplomatie européenne, sont aux anges. «C'est un pas dans la bonne direction», disent-ils.

Insuffisant, affirment les Palestiniens qui attendent de l'Etat hébreu la levée totale du blocus et la relance du processus de paix qui est dans une impasse dangereuse.

22/06

<http://www.horizons-dz.com/la24/11202.html>

Un peu de lest : Une tentative de contourner la levée totale du siège et de faire baisser la pression et la colère populaire

Hamas qualifie cet assouplissement de mesure «cosmétique». «C'est une tentative de contourner la levée totale du siège et de faire baisser la pression et la colère populaire des Musulmans et des Arabes, mais aussi des gens libres de par le monde qui appellent à une levée de ce siège sur Ghaza», estime le porte-parole du Hamas Ismail Radwan qui doit s'interroger sûrement sur les récentes manifestations des intégristes israéliens qui veulent une ségrégation entre enfants ashkénazes et séfarades dans les écoles religieuses et les dernières mesures du gouvernement israélien. Comme celles de réactiver une loi de 1952 dite d'Entrée qui permet la révocation des permis de résidence des Palestiniens à Al Qods. Plus de 5.000 expulsions annuellement. Dernières en date, celles de quatre membres du Conseil législatif palestinien.

Les citoyens israéliens d'origine palestinienne, soit 20% de la population confinés sur 3% des terres, ne semblent pas inspirer confiance à l'Etat hébreu qui rêve de leur «transfert» ailleurs. Ou de continuer les démolitions dans El Qods est, et ce, dans le « silence » le plus total de George Mitchell qui refuse de donner la moindre garantie au Président de l'Autorité palestinienne sur le gel des constructions et des Américains et autres Européens qui ont oublié, un, qu'ils avaient promis des milliards de dollars, à la conférence de Charm El-Cheikh pour reconstruire Ghaza, deux, de peser de «tout leur poids» pour mettre fin à l'insoutenable blocus et faire sortir le processus de paix de «l'impasse» actuelle.

22/06

<http://www.horizons-dz.com/la24/11202.html>

Au pays de la liberté, des étudiants suspendus pour avoir critiqué « Israël »

Il fallait le deviner, ce pays prônant la liberté dans toutes ses formes, déclenchant des guerres en son nom n'est autre que les États-Unis.

Ceci a eu lieu à l'Université d'Irwin (Californie) dont la direction a décidé de sanctionner des étudiants qui ont scandé des slogans hostiles à Israël, au moment de l'intervention de l'ambassadeur israélien dans le campus, a rapporté l'agence de presse iranienne Irib. Les étudiants ne pourront pas poursuivre pour un an leurs études.

Selon l'agence, les puissants lobbys sionistes détiennent tous les postes clés aux États-Unis notamment dans les universités. Aucun professeur ou étudiant n'y a le droit de critiquer le régime usurpateur d'Israël.

15/06

Le Likoud approuve à l'unanimité la poursuite de la colonisation.

Les instances dirigeantes du parti du Premier ministre Netanyahu ont approuvé jeudi soir à l'unanimité la poursuite de la colonisation en Cisjordanie au delà du gel décrété jusqu'au 26 septembre prochain, selon un communiqué officiel.

"Le comité central du Likoud a approuvé à l'unanimité la poursuite de construction et du développement en Judée-Samarie (Cisjordanie occupée)", a indiqué le communiqué.

"Il est favorable à la poursuite de la construction partout en Eretz Israël (le Grand Israël), notamment dans le Néguev et en Galilée, dans le Grand Jérusalem et en Judée-Samarie", ajoute le texte.

Les quelque 2.500 membres du comité central du Likoud (droite) étaient réunis à Tel-Aviv pour approuver cette motion.

Netanyahu, qui doit rencontrer le président Obama le 6 juillet à la Maison Blanche avait décrété en novembre un gel de la colonisation de 10 mois, sous la pression des Etats-Unis en vue de faciliter une reprise des négociations avec l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas.

25/06

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143735&language=fr>

L'occupation israélienne convoque un enfant âgé de 7 ans

Les forces d'occupation ont remis une convocation à la famille de l'enfant Mouhsen Youssef Awad, âgé de 7 ans, du village de Beit Amr, au nord de la ville d'al Khalil, pour qu'il se présente au siège des services de renseignements sionistes. Cette mesure oppressive intervient après que les autorités d'occupation israélienne eurent libéré, mardi soir, l'enfant Moutaz Azmi al-Chioukhi, 16 ans, après avoir passé 3 mois dans la prison d'Ofer et payé une amende de 2 mille shekels, sous prétexte de sa participation aux manifestations contre l'occupation.

La famille de l'enfant a affirmé qu'il s'est exposé à des tortures lors de son enquête et sa détention.

17/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142570&language=fr>

Les conclusions d'une étude rédigée par la « Central Intelligence Agency » ...

Cette conclusion serait le fruit d'une étude rédigée par la « Central Intelligence Agency » plus connu sous les initiales CIA, et serait distribué dans un milieu très restreint.

Elle a été présentée dans un article rédigé par un site américain : « End Time Prophetic World » .

En voici la traduction de ses idées principales.

Le rapport aurait critiqué entre autre la solution des deux états, estimant qu'elle n'est pas applicable. Lui substituant celle d'un seul état démocratique dans lequel coexistent ensemble toutes les communautés, qui y jouiraient, quelque soient leurs races ou leurs religions, d'un statut de citoyenneté égalitaire.

L'étude de la CIA qualifierait « cette solution de la plus adéquate, et la plus juste, car elle met un terme au spectre désagréable de l'état colonialiste d'implantation raciste ».

Le rapport serait également arrivé à la conclusion selon laquelle il n'y aura pas de solution au conflit au Moyen Orient sans le retour des réfugiés palestiniens des territoires de 1948 et de 1967.

Or, au cas de ce retour, prévoit l'étude, quelques deux millions de juifs israéliens pourraient quitter la région pour se rendre au États-Unis, signalant que près de 500 mille Israéliens détiennent un passeport américain, dont 300 mille qui vivent d'ores et déjà en Californie. Alors que ceux qui n'en détiennent pas ont déjà présenté des demandes pour se l'acquérir.

L'étude américaine prévoirait également le retour de quelques un million et demi de juifs israéliens en Russie, et dans les pays occidentaux, de crainte de ne devenir qu'une minorité en raison de leur faible taux de natalité par rapport aux Palestiniens.

Interrogé par le site sur la teneur de ce rapport, l'expert en droit international Franklin Lamb est allé dans le même sens que celui du présumé rapport de la CIA, affirmant que « les Israéliens sont entièrement conscients de ce qui les attend ».

Et d'assurer entre autre que « les Américains ne continueront pas à marcher à contre courant de l'histoire, en poursuivant indéfiniment leur soutien à ce régime d'apartheid ».

Toujours selon Lamb, « vu ce que les Israéliens sont en train d'infliger aux Palestiniens dans la Bande de Gaza, il faut s'attendre à un changement dans l'opinion publique américaine, qui se démarquera de celle qui a régi durant les vingt cinq dernières années ».

25/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143817&language=fr>

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama espérait des « progrès significatifs.

Avant de se rendre à Washington, le président Abbas est passé par Istanbul pour rendre hommage aux militants turcs de la flottille humanitaire tués lors du raid de l'armée israélienne.

Le président américain Barack Obama a reçu mercredi le président de l'Autorité palestinienne à la Maison Blanche.

M. Abbas, qui doit également rencontrer à Washington le conseiller de M. Obama pour la sécurité nationale, le général James Jones, et des élus du Congrès, avait annoncé la semaine dernière qu'il demanderait au président américain « des décisions courageuses pour changer la face » du Proche-Orient.

MM. Obama et Abbas ont discuté des pourparlers indirects israélo-palestiniens conduits sous l'égide des Américains et de la situation humanitaire dans la bande de Gaza soumise à un blocus israélien.

À l'issue de la rencontre, Barack Obama a indiqué qu'il espérait des « progrès significatifs » d'ici la fin 2010 au Proche-Orient, notamment à Gaza, où le président américain a dénoncé une situation « intenable ».

M. Obama a promis que les États-Unis allaient peser « de tout leur poids » pour faire sortir le processus de paix de « l'impasse ».

Par ailleurs, M. Obama a promis que les États-Unis allaient allouer 400 millions de dollars d'aide civile aux Palestiniens.

M. Abbas a affirmé de son côté qu'il fallait qu'Israël lève le « siège » que subissent les Palestiniens. Quelques heures avant la rencontre entre MM. Abbas et Obama, les ministres du cabinet restreint israélien ont donné leur feu vert à un allègement du blocus terrestre de la bande de Gaza, selon la radio publique israélienne.

9 juin 2

Radio-Canada.ca avec Agence France Presse

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Pertes des Résistants

Bande de Gaza - Au jour le jour

17-06

"Un Palestinien a été légèrement blessé par des tirs d'obus dans le secteur d'Abassan, à l'est de Khan Younès", dans le sud de la bande de Gaza, a précisé à l'AFP un responsable médical.

Des témoins ont indiqué que des chars israéliens positionnés près de la frontière avaient ouvert le feu sur un groupe d'hommes armés.

(AFP)

25/06/2010

L'aviation de l'occupation israélienne a lancé dans la nuit de jeudi à vendredi trois raids aériens contre la bande de Gaza qui ont fait un blessé, a-t-on appris par des témoins et de source médicale palestinienne.

Un Palestinien a été blessé quand l'aviation a attaqué la ville de Rafah, dans le sud du territoire, à la frontière avec l'Egypte. Les deux autres raids, qui n'ont pas fait de victime, ont visé respectivement le site de l'ancien aéroport dans le sud, et la localité de Beit Hanoune, dans le nord, a-t-on précisé de mêmes sources. .

<http://www.almanar.com.lb>

28/6

L'aviation israélienne a effectué lundi un raid dans la bande de Gaza, tuant un Palestinien et en blessant deux autres, dont l'un grièvement, a-t-on appris de sources médicales.

Selon les sources palestiniennes, l'aviation israélienne a frappé aux environs du camp de réfugiés de Djebalya, dans le nord de l'enclave palestinienne gouvernée par le Hamas et soumise au blocus israélien .

La victime était liée au Front palestinien pour la libération de la Palestine (FPLP, radical).

AP

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=144234&language=fr>

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.076
Palestiniens blessés	: 54.762
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 38
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.206 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6626

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

21/06

Six photographes des agences de presse étrangères qui étaient en train de couvrir une manifestation hebdomadaire contre le mur de séparation dans les territoires occupés anti-israélienne, ont été roués de coup par les soldats israéliens.

Lors de cette manifestation, tenue à Beït Jala, en Cisjordanie, les photographes des agences de presse, Ball Media, de l'Europe, de l'AP, de l'APA, de l'AFP et de l'ABA, ont été molestés par les militaires sionistes.
<http://french.irib.ir/>

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

1-4 Les grandes manœuvres.

Le président Abbas a dénoncé la volonté d'Israël d'expulser des députés Hamas de Jérusalem.

Le président Abbas a dénoncé jeudi une décision israélienne d'expulser de Jérusalem quatre responsables du Hamas originaires de la ville en leur retirant leurs permis de résidence.

"La décision du gouvernement israélien de retirer leurs documents d'identité à des habitants de Jérusalem et de les expulser est extrêmement grave", a déclaré M. Abbas en recevant le chancelier autrichien Werner Faymann, en référence aux cartes délivrées par Israël aux Palestiniens de Jérusalem-Est, qui leur permettent de résider dans la ville.

"La direction palestinienne ne l'acceptera jamais parce que c'est une ligne rouge", a-t-il prévenu.

Israël a récemment entamé des procédures pour priver de permis de résidence Khaled Abou Arafa, ancien ministre pour les Affaires de Jérusalem, et les députés Ahmad Atoun, Mohammad Totah, et Mohammad Abou Tir, tous quatre membres du Hamas, ce qui devrait aboutir à leur expulsion vers les territoires palestiniens.

Ils ont fait appel de la décision, et le jugement définitif est attendu en septembre.

D'ici là, ils ont reçu injonction de rester en Cisjordanie, selon leur avocat, Fadi al-Qawasmi.

Celui-ci a précisé à la presse que le ministère israélien de l'Intérieur leur avait signifié leur expulsion au motif qu'ils étaient députés palestiniens, et non pour leur appartenance au Hamas, considéré par Israël comme une "organisation terroriste".

Au-delà de la situation individuelle des quatre responsables du Hamas, en opposition à l'Autorité palestinienne, de nombreux Palestiniens craignent que cette expulsion ne crée un précédent, alors que près de 270.000 d'entre eux vivent à Jérusalem-Est. Israël a proclamé Jérusalem sa capitale "éternelle et unifiée" alors que les Palestiniens veulent faire de la partie orientale la capitale de leur futur Etat. La communauté internationale ne reconnaît pas l'annexion israélienne de Jérusalem-Est, occupé depuis juin 1967.

24 juin

<http://www.romandie.com/ats/news/100624163538.dduuxpte.asp>

nb

24-06

Un porte-parole du gouvernement israélien, Mark Regev, a justifié la décision israélienne par cette dernière raison (Hamas, est considéré par Israël comme une "organisation terroriste".), sans préciser pourquoi elle intervenait à ce moment.

"Israël est un pays où il y a un Etat de droit, et cette procédure a été supervisée par une juridiction indépendante", a-t-il affirmé.

"Ces gens ne sont pas citoyens israéliens. Ce sont des membres d'une organisation terroriste", a-t-il ajouté.

<http://www.romandie.com/ats/news/100624163538.dduuxpte.asp>

1-9 Action & déclaration palestinienne contre la politique colonialiste en général d'Israël.

Al Khoudari insiste sur le droit des Palestiniens à un passage maritime vers Gaza

Le chef de la campagne populaire anti-blocus, Djamel Al Khoudari a affirmé que les déclarations de l'occupation israélienne à propos d'un port iranien à Gaza, et ses menaces contre les deux bateaux libanais sont une grande preuve d'une profonde crise et perturbation sioniste.

«Le peuple palestinien a le plein droit d'avoir un passage maritime international qui relie la Bande de Gaza avec le monde entier, sous le control de l'union européenne, en soulignant que le peuple palestinien va gagner ce droit légitime avec le soutien de tous les hommes libres au monde et la communauté internationale, et à travers tous les efforts continuels pour lever le blocus injuste», a souligné Al Khoudari.

Le leader palestinien s'est pris fortement contre les déclarations de l'occupation qui prétend l'allègement du blocus, en indiquant que l'occupation a pris cette mesure pour tromper l'opinion publique mondiale et tenter de fuir aux pressions internationales qui exigent la levée totale du blocus, en soulignant que l'occupation continue d'interdire l'entrée des besoins nécessaires pour une vie digne, comme les différentes sortes de matières à usage industriel, les produits de construction ...

Al Khoudari a précisé que le peuple palestinien refuse totalement toute propagande sioniste d'allègement du blocus, au moment où les habitants de Gaza souffrent énormément de la politique d'apartheid et de punition collective, tout en appelant à l'ouverture de tous les passages et la fin de blocus injuste et arbitraire de l'occupation israélienne.

1-13 Prisons & tortures - Déclaration et situation dans les geôles israéliennes - Montée considérable de la torture dans les geôles israéliennes

Le Centre "Al-Mizan" pour les droits de l'homme a appelé la communauté internationale à intervenir pour mettre fin à la torture pratiquée dans les territoires palestiniens occupés, et à activer la convention de l'ONU sur la lutte contre la torture.

Dans un communiqué, dont le Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie, "Al-Mizan" a rappelé que les Palestiniens fêtent, ce samedi, la journée de la lutte contre la torture, au moment où toutes sortes de violences sont pratiquées contre leurs détenus incarcérés dans les geôles israéliennes.

Le centre a souligné que les captifs palestiniens sont privés de leurs droits les plus élémentaires, et sont soumis à toutes sortes de torture.

Le Centre ajoute que "les frappes et la privation des prisonniers malades ou blessés de tout soin deviennent monnaie courante dans les prisons israéliennes, sans parler des menaces, de l'harcèlement sexuel, et de l'isolement individuel. La liste est trop longue pour pouvoir tout énumérer", conclut-il.

26/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143885&language=fr>

1-14 Prisons: Déclaration et situation dans les geôles palestinienne.

Près de 700 enfants palestiniens sont arrêtés chaque année. (Defence for Children International)

Interview de Fadi Al-Khatib (13 ans) qui avait été arrêté par les forces d'occupation israéliennes lorsqu'il travaillait dans les oliveraies de sa famille à Bil'in

Vendredi dernier (4/06/2010), les forces d'occupation israéliennes ont arrêté Fadi Al-Khatib, 13 ans, devant ses parents désemparés alors qu'il travaillait avec son père dans les oliveraies familiales adjacentes au mur d'apartheid

(voir la vidéo de son arrestation : <http://www.youtube.com/watch?v=vMhghxL4t2I>).

Avant d'être transporté dans un centre de détention, Fadi est resté menotté et placé dans une position inconfortable ("position de stress") pendant deux heures à l'extérieur alors qu'il n'était pas suffisamment couvert. Avant son interrogatoire, Fadi a été frappé à plusieurs reprises sur la nuque.

Alors qu'il n'était accompagné d'aucun représentant légal, Fadi a été menacé et forcé à signer des "aveux" disant qu'il avait jeté des pierres aux forces d'occupation ; un soldat lui a saisi le poignet pour l'obliger à signer cette "confession".

Selon Ayed Abu Eqtaish, coordinateur de « Defence for Children International » (section Palestine), depuis la deuxième Intifada, près de 700 enfants palestiniens sont arrêtés chaque année, ils sont souvent torturés ou terrorisés par des menaces de torture, abusés sexuellement ou menacés d'abus sexuel afin d'obtenir par la force des aveux permettant ensuite au système judiciaire israélien d'incarcérer des militants, mineurs ou adultes, luttant contre l'occupation.

<http://www.bilin-village.org/francais/>

b) Politique Israélienne Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

Le Premier ministre Netanyahu, s'est lancé mercredi dans une violente diatribe contre tous ceux qui critiquent Israël, dénonçant "une alliance contre nature" entre les associations de défense des droits de l'homme, l'extrême gauche et l'Iran.

"Des jours difficiles nous attendent", a déclaré le chef de file de la droite israélienne, en réponse à une motion de censure déposée par les centristes, qui estiment que les récents choix politiques du Premier ministre ont conduit Israël vers une forme d'isolement diplomatique.

Critiqué après l'assaut meurtrier donné le 31 mai contre un convoi humanitaire en partance pour la bande de Gaza, Netanyahu a appelé à la formation d'une union nationale contre ce qu'il a décrit comme "une violente attaque de délégitimation" de l'existence de l'Etat d'Israël.

Le chef du gouvernement a par ailleurs déclaré que les militants propalestiniens qui avaient organisé cette opération faisaient partie d'une "campagne orchestrée par les ennemis d'Israël, dans une alliance contre nature entre l'islam radical et l'extrême gauche", faisant référence aux groupes soutenus par l'Iran.

"SCANDALE NATIONAL"

"Les attaques dirigées contre nous n'ont qu'un seul but, nous priver du droit naturel dont dispose chaque Etat lorsqu'il s'agit de se défendre", a poursuivi Netanyahu, qui a également pointé du doigt le rapport Goldstone, qui soupçonne Israël d'avoir commis des crimes de guerre dans la bande de Gaza en décembre 2008 et janvier 2009.

Toujours dans le même esprit, le Premier ministre a prétendu que près de 85% des résolutions votées par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu, qui a commandité le rapport Goldstone, "visaient" seulement Israël. "Il ne se passe rien d'autre dans le monde?", s'est-il interrogé avec une pointe d'ironie.

Pour finir, Netanyahu a vilipendé l'extrême gauche israélienne, évoquant "un scandale national" à propos des militants israéliens qui boycottent les produits "made in Israël" pour protester contre l'attitude de l'Etat juif dans les territoires palestiniens.

Olivier Guillemain pour le service français

23/6

http://www.lexpress.fr/actualites/2/netanyahu-denonce-une-alliance-contre-nature-visant-israel_901416.html

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

« Israël » s'attend à 8 flottilles et prépare un scénario similaire à Miramar.

Selon le quotidien en ligne palestinien Arabs48, l'entité sioniste est en train de préparer son opinion publique à une riposte similaire à celle meurtrière perpétrée contre la flottille de la liberté, notamment contre le bateau turc Miramar, coûtant la vie à 9 humanitaires turcs.

Citant un rapport interne du ministère des affaires étrangères israéliennes, sont attendues dans les mois prochains 8 flottilles qui tenteront de prendre le chemin de la Bande de Gaza, comprenant une vingtaine de bateaux.

Le quotidien israélien Yediot Aharonot, rapporte quant à lui une mobilisation israélienne maximale pour faire face à ces flottilles d'aides. Il s'arrête sur les propos de l'homme d'affaire palestinien, Yasser Kachlak, (lequel finance les bateaux d'assistance), tenus au micro de la chaîne de télévision AlManar, et dans lesquels il demande aux Israéliens de quitter la Palestine, les qualifiant de – de l'Europe.

Le journal qualifie ce Palestinien et les autres membres de la flottille de « terroristes extrémiste » et non de militants pacifistes.

Selon un autre journal, le Haaretz, le Liban fait l'objet de pressions exercées sur demande israélienne aussi bien par les Américains, les Français et les Espagnols, pour empêcher les bateaux libanais de sortir du Liban.

Tel Aviv s'est même adressé au Vatican lui demandant d'interdire la participation de bonnes sœurs à l'initiative.

Elle a également demandé au Caire d'interdire le passage des bateaux via le canal de Suez. Ce que l'Égypte a refusé.

Pour leur part, des responsables sécuritaires israéliens ne cessent de déclarer que la riposte aux bateaux iraniens et libanais sera certes « plus facile et plus dure » que celle perpétrée contre le bateau turcs, car provenant de pays ennemis.

20/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143008&language=fr>

Le régime sioniste se prépare à entraver l'arrivée des convois maritimes, libanais et iraniens

Le Chef d'état major de l'armée du régime sioniste, Gabi Ashkenazi, s'est engagé, mardi, à empêcher l'entrée des navires-secouristes, libanais et iranien, dans les eaux riveraines de Gaza, ajoutant que ces côtes ne se transformeraient pas en un littoral iranien !!!

Bien que les convois maritimes d'aide humanitaire, qui ont levé l'ancre à destination de Gaza ou qui vont, bientôt, le faire, soient, tous, affrétés par des activistes de la paix et des organismes non militaires, venant d'un peu partout, dans le monde, Gabi Ashkenazi a prétendu qu'Israël ne pourrait permettre que Gaza se transforme en une ville portuaire iranienne.

Les navires d'aide humanitaire vont commencer, à la fin de la semaine en cours, un voyage maritime de 14 jours, depuis le port de Bandar Abbas, à destination de la bande de Gaza.

23/06/2010

<http://french.irib.ir/index.php/info/moyen-orient/item/97157-le-regime-sioniste-se-prepare-a-entraver-larrivee-des-convois-maritimes-libanais-et-iranien>

Ehud Barak met en garde les Bateaux de militantes libanaises en destination vers Gaza.

"Israël ne tolérerait pas qu'un nouveau navire en provenance du Liban tente de briser le blocus imposé contre Gaza", a déclaré le lundi 21/6, à l'ONU, le ministre de la guerre, Ehud Barak.

Ehud Barak a porté le gouvernement libanais responsable des conséquences de cette tentative pour briser le blocus.

En profitant de cette occasion et son existence à l'ONU, le terroriste Barak a demandé au secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon de suspendre ses efforts en vue d'une enquête internationale sur l'assaut criminel et très sanglant effectué par les forces de la marine, le 31 mai passé.

Alors que la Turquie exige une commission internationale indépendante et sous l'égide de l'ONU, l'occupation veut diriger sa propre investigation.

A l'issue de son entretien avec Ban Ki-moon, Ehud Barak a prétendu que les bateaux libanais transportent des terroristes, en faisant allusion au Hezbollah, en jugeant la mission humanitaire libanaise d'inacceptable à cause de sa tentative pour soulager la tragédie des Gazaouis totalement assiégés depuis 4 ans consécutifs, tout en demandant au convoi de se diriger obligatoirement vers le port israélien d'Ashdod.

De son côté, l'ambassadrice de l'occupation israélienne à l'ONU, Gabriela Shalev, avait mis en garde, lors d'une lettre adressée à l'ONU, qu'Israël est en plein droit pour user de "tous les moyens" pour empêcher les militantes libanaises de se diriger vers Gaza, en soulignant que l'entité sioniste soupçonne ces militantes d'être liées au Hezbollah.

Il est à noter qu'après l'assaut israélien meurtrier contre les humanitaires de la flottille internationale, ce groupe composé d'une cinquantaine de femmes, dont 30 Libanaises, entend rallier Gaza à bord d'un navire chargé d'aides appelé "Mariam", mais aucune date n'a été fixée jusqu'à présent.

22/06

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

2-3 Sur le terrain.

Les fils d'Israël persécutés par les Israéliens!

Les sionistes ne persécutent pas seulement les Musulmans et les Chrétiens, mais aussi les Juifs!

Oui, c'est le cas de la communauté samaritaine vivant à Naplouse en Cisjordanie occupée: elle subit les mêmes mesures oppressives israéliennes pratiquées contre les Palestiniens dans les territoires de 1948.

Étant une population de 750 personnes, les Samaritains ne peuvent pas se déplacer librement à cause des barrages israéliens installés à l'entrée de leur village, situé à la colline du Mont Garizim.

Les premières victimes de cette politique en sont les étudiants. Près de 12 d'entre eux inscrits à l'Université Nationale d'An Najah et plus de 30 élèves fréquentant les écoles gouvernementales de Naplouse font face quotidiennement à des conditions sécuritaires très difficiles.

A ce sujet, le rabbin Hosni Samourei signale que cette situation qui perdure depuis des années: "Le blocus imposé par les forces de l'occupation israélienne sur le Mont Thabor depuis cinq ans a beaucoup de séquelles sur la vie sociale et économique de la confession".

"La vie quotidienne de nos fils est complètement perturbée. Ils doivent endurer la chaleur de l'été et le froid de l'hiver en se déplaçant à pied des heures et des heures, et ce, à cause de la fermeture perpétuelle de la porte de fer aux abords du village, qui ne s'ouvre qu'arbitrairement selon le bon vouloir des militaires israéliens".

A la question de savoir à quelle partie, israélienne ou palestinienne, appartient la communauté samaritaine, le rabbin Hosni a répondu: "Nous faisons évidemment partie du peuple palestinien, avec lequel nous partageons les bons et les durs moments. Nous souffrons ensemble de ce blocus injuste".

Selon lui, les soldats de l'occupation ne tiennent compte ni de l'âge ni du poste religieux des gens, dévoilant avoir été insulté par le chef d'un bataillon militaire israélien qui bloquait la route menant au Mont Thabor.

Par dessus tout, le rabbin ainsi que tous les membres de sa confession craignent toute confrontation avec les soldats israéliens postés à la porte en question. "Nous ne voulons que la paix et la sécurité dans un monde dominé par la terreur israélienne aux alentours de Naplouse".

Pour la correspondante également samaritaine de l'Agence de presse palestinienne "Wafa", Badawiya Samourei, "la porte de fer installée à l'entrée de la terre la plus sainte pour la communauté samaritaine au Mont Garizim n'a aucune raison d'être: "c'est inimaginable! Les soldats de l'occupation ferment la porte comme bon leur semble et l'ouvrent quand ils le désirent.

Personne ne sait si, en quittant nos domiciles le matin, on pourra les regagner le soir", se plaint elle.

Et de poursuivre: "le blocus militaire et la situation sécuritaire difficile ont influencé les différents domaines de la vie. Les Samaritains du Mont Thabor ne peuvent plus communiquer avec ceux dans la ville d'Holon, près de Tel Aviv. Ils sont même privés de la commémoration des fêtes et de toute autre occasion".

Parmi les sites touristiques les plus touchés également par le blocus israélien, le musée samaritain situé près de la place de l'autel au Mont Thabor. D'après son responsable, le rabbin Hosni, "personne n'est venu ici depuis cinq ans, date du début du blocus israélien".

Les témoignages des citoyens samaritains sur leurs souffrances personnelles sont au nombre des sévices israéliens à leur encontre...

Donc, innombrables!

25/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143807&language=fr>

2-4 Les grandes manœuvres...

17-06

Le cabinet de sécurité israélien a décidé un assouplissement factice du blocus imposé à la bande de Gaza, en facilitant seulement et selon les Israéliens, l'entrée de "biens à usage civil" et de "matériaux pour des projets civils" dans l'enclave palestinienne, selon un communiqué du bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142612&language=fr>

25-06

Les appels à lever le blocus de l'enclave palestinienne sont devenus plus intenses suite à l'abordage de la "Flottille de la liberté" le 31 mai dernier par les forces israéliennes qui a coûté la vie à 9 militants turcs.

En raison des pressions accrues exercées sur l'Etat hébreu, ce dernier a approuvé un assouplissement du blocus de Gaza et a autorisé l'entrée de tous les "biens à usage civil", tout en empêchant l'arrivée d'armes dans le territoire palestinien.

25-06

<http://fr.rian.ru/world/20100624/186955756.html>

Israël classe l'ONG 'IHH' comme terroriste !

Israël considère désormais l'ONG humanitaire turque de IHH comme "une organisation terroriste", a indiqué mercredi soir la première chaîne publique de la télévision israélienne.

A ce titre, l'IHH fait à présent partie de la liste des mouvements, associations ou organisations, tels le Hamas palestinien ou le Hezbollah libanais, que les services de renseignements israéliens sont chargés de surveiller étroitement, a précisé la télévision.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole du ministère de la Défense n'a ni confirmé ni démenti cette information. En revanche, un haut responsable israélien a affirmé sous condition d'anonymat que "l'IHH est considérée comme hors la loi en Israël, car elle soutient le terrorisme et entretient notamment des liens avec le Hamas", qui contrôle la bande de Gaza.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ygal Palmor, a de son côté indiqué à l'AFP qu'"Israël considérera comme acte hostile toute tentative de briser le blocus de Gaza émanant de pays ennemis", en allusion à l'envoi annoncé de cargos d'aide libanais ou iraniens.

L'IHH ("Insani yardim vakfi", ou "Fondation d'assistance humanitaire") a joué un rôle clé dans l'organisation de la flottille internationale qui a tenté le 31 mai de briser le blocus de la bande de Gaza.

A l'aube de ce jour là, les commandos de la marine israélienne ont fait irruption sur le Mavi Marmara, un ferry battant pavillon turc considéré comme le navire amiral de cette flottille, et neuf passagers, tous Turcs, ont été tués durant l'assaut.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/06/16/97001-20100616FILWWW00696-israel-classe-l-ong-ihh-comme-terroriste.phpafp>

16/06

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Projet israélien de retirer le droit de séjour de 300 personnalités politiques à Jérusalem.

Un ministre des affaires de Jérusalem, député et ancien de Jérusalem, Khaled Abou Arafa a révélé un projet israélien de retirer le droit de séjour de 300 personnalités politique résidant à Jérusalem comme un prélude pour les jeter hors de la ville ! Le Conseil islamique suprême a mis en garde hier d'un système de dimensions et le retrait des cartes d'identité de Jérusalem. Selon Abou Arafa, qui cite des sources israéliennes bien informées, « l'intention de déplacement et d'expulsion de plus de 300 personnalités politiques de Jérusalem, rentre dans le cadre d'un projet israélien visant à remplacer les „, Jérusalem ", mais les autorités ont commencé par les élites pour rendre plus facile ensuite le déplacement des familles résidant à Jérusalem en général.

Abou Arafa a dit que ce projet est lié à la décision militaire n° 1650, et qui permet à l'occupation israélienne la déportation de plus de 70 mille Palestiniens de la Cisjordanie et de Jérusalem vers la bande de Gaza, et vers d'autres pays sous prétexte qu'ils n'ont pas de carte de séjour !

14/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142102&language=fr>

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Algérie

Les pèlerins juifs pas les bienvenus en Algérie.

Les autorités algériennes ont rejeté une demande présentée par des associations juives de nationalités françaises de se rendre dans la ville de Tlemcen, située à l'ouest du pays, pour se recueillir sur la tombe d'un grand rabbin, Aphraïm Enkaoua, qui a vécu dans cette région durant le treizième siècle.

Selon le quotidien algérien « Al-Khabar », les autorités algériennes qui entourent cette information de la plus grande discrétion ont refusé de renouveler l'expérience de l'an 2005, lorsque le président parisien de cette même association André Charbid, lequel est natif de la ville algérienne en question, est venu à la tête d'une délégation de 220 juifs, la plus grande depuis l'indépendance d'Algérie. Tlemcen étant considéré comme étant le deuxième lieu saint des juifs au Maghreb, après le temple de Djerba, situé en Tunisie.

L'évènement avait alors joui d'une couverture médiatique exceptionnelle en France. Surtout que les Juifs français d'origine algérienne ont été bannis d'Algérie depuis l'indépendance en 1962, et interdits d'y rentrer voire même de visite, pour avoir collaboré avec la colonisation française qui a perduré dans ce pays pendant 120 années.

Selon le journal, les autorités algériennes auraient changé de position de crainte que cette visite ne soulève l'indignation de la classe politique et de la population, sachant qu'elle serait survenue après le massacre israélien contre la flottille de la liberté, à laquelle a participé une délégation algérienne importante.

23/06/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Égypte

L'Égypte accorde des visas à des humanitaires iraniens se rendant à Gaza.

Selon le quotidien AdDar, les autorités égyptiennes ont accordé des visas à des centaines d'Iraniens qui comptent participer à un convoi terrestre transportant des aides de toutes sortes à la Bande de Gaza, pour briser le blocus imposé par l'entité sioniste .

Citant des sources du bureau --- des intérêts iranien au Caire, les autorités égyptiennes ont promis d'acquiescer toutes les demandes iraniennes allant dans ce sens.

Samedi, ces autorités ont affiché une fin de non recevoir à une demande israélienne, envoyée par le bureau du ministre de la guerre Ehuda Barak, chargé de la coordination sécuritaire avec l'Égypte, au bureau du chef des renseignements égyptien Omar Souleymane, d'empêcher toute assistance venant de parties iraniennes, même de la part d'individus, et notamment celle que Téhéran compte dépêcher à bord de bateaux dans les jours prochains.

La requête israélienne exigeait surtout d'interdire le passage via le canal de Suez des bateaux iraniens. Ce à quoi le Caire a répondu qu'elle n'était pas disposée à le faire, en fonction des accords internationaux qui ouvrent la circulation sur ce passage, exception faite pour les bateaux appartenant à des pays qui sont en état de guerre avec elle. Ce qui n'est pas le cas pour l'Iran.

20/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143000&language=fr>

L'Égypte refuse de fermer le canal de Suez à la flottille humanitaire iranienne.

Selon le journal égyptien A-Dar, l'entité sioniste a demandé au Caire d'empêcher d'éventuels navires iraniens d'atteindre la bande de Gaza via le canal de Suez. Les autorités égyptiennes auraient néanmoins refusé, parce que la requête israélienne "contredit la loi".

Plus encore, le gouvernement israélien aurait demandé au Caire de bloquer toute flottille iranienne parce que "Téhéran aide le Hamas à œuvrer contre l'Égypte".

Pourtant, une telle initiative serait impossible, poursuit le quotidien. Le droit international ne permet pas aux Égyptiens d'intervenir dans le canal de Suez. Les Égyptiens ne peuvent pas, par ailleurs, s'opposer aux intentions de pays arabes, du monde musulman et de la communauté internationale visant à apporter une aide humanitaire aux habitants de la bande côtière, ajoutent les journalistes.

Selon certaines sources au sein du Département de défense des intérêts iraniens au Caire, l'Égypte a déjà approuvé les demandes de centaines d'Iraniens qui souhaitent participer à la future expédition maritime.

Une dizaine de nouveaux convois humanitaires destinés à forcer le blocus de Gaza sont prévus jusqu'en octobre. L'entité sioniste se prépare à les en empêcher. Depuis quelques jours, les commandos de la Shayetet 13 (une unité spéciale d'intervention de la marine israélienne) et l'unité 669 spécialisée dans les secours en mer participent à une série d'exercices intensifs organisés au large des côtes de l'entité sioniste. En fait, ils se préparent à aborder la dizaine de nouvelles « flottilles de la liberté » qui promettent de forcer le blocus de la bande de Gaza d'ici à la fin du mois d'octobre.

Pour l'heure, l'état-major de l'armée israélienne et l'Aman (les renseignements militaires) focalisent leur attention sur un convoi composé du Maryam et du Naji-el-Ali, deux navires affrétés par l'homme d'affaires palestino-libanais Yasser Kashak et qui appareilleront dans le courant du week-end.

Selon le cabinet du premier ministre Benyamin Netanyahou, ce convoi serait « un paravent du Hezbollah ». Mais Yasser Kashak jure que ce n'est pas le cas. Selon lui, le Maryam transportera des tonnes de médicaments alors que des parlementaires libanais, une cinquantaine de journalistes européens, des femmes libanaises ainsi qu'une délégation de Reporters sans frontières embarqueront à bord du Naji-el-Ali.

Pour les responsables israéliens, les flottilles libanaise et iranienne constituent les deux dangers les plus immédiats. Parce qu'ils considèrent que des miliciens du Hezbollah, voire des Gardiens de la révolution iraniens pourraient se trouver à bord. D'autres flottilles sont également planifiées courant juillet. L'une d'entre elle est organisée par une série d'organisation pro-palestiniennes, une autre par l'organisation progressiste juive allemande Voix pour une paix juste, et une troisième par l'organisation islamiste turque IHH organisatrice de la première « Flottille de la liberté » fin mai. Enfin, un convoi est également planifié en Grande-Bretagne et au moins trois autres dans les pays arabes voisins de l'entité sioniste.

Pour en contrer l'impact, l'entité sioniste n'entend pas seulement user de la force militaire : il lance aussi des actions diplomatiques visant notamment à convaincre les États-Unis et les pays de l'Union européenne d'interdire à leurs ressortissants de participer à ces convois.

19/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142900&language=fr>

Liban

Général Aoun : Il doit y avoir des moyens de dissuasion, avec un ultimatum pour Israël pour adopter une solution.

S'exprimant lors de deux entretiens accordés aux chaînes télévisées OTV et Manar le général Michel Aoun, chef du Courant Patriotique Libre, a fortement condamné l'attaque israélienne contre la flottille d'aide pour Gaza et a estimé que cela ne peut pas être qualifié de simple attaque. « C'est un crime organisé contre des gens innocents qui manifestent contre l'injustice. Nous espérons que la politique internationale envers Israël changera après ce crime. Il faut que la communauté internationale avertisse Israël et l'oblige à résoudre la situation en assurant une solution égale », a-t-il dit.

Question – La colère d'Israël face à la Turquie a entraîné cette attaque, où alors emmènera ce massacre ?

Général Michel Aoun – Je ne peux pas le qualifier d'attaque puisqu'une attaque est normalement contre une personne égale. Il s'agit plutôt d'un crime organisé commis par Israël contre des personnes innocentes qui s'opposaient aux injustices.

Je pense que ce crime est très dangereux et va sans doute faire trembler le monde. Nous espérons voir des changements dans la politique internationale et pas seulement locale. Car, on ne peut plus se contenter des théories des conseils d'orientation à Israël, cela ne changera pas du tout son attitude, mais à partir d'aujourd'hui, il doit y avoir des moyens de dissuasion, avec un ultimatum pour Israël pour adopter une solution, et non seulement des moyens pacifiques qui eux peuvent durer des décennies.

C'est ce que nous espérons, que ce crime réveille la conscience de l'humanité, que pour une fois, la communauté internationale agisse sérieusement et conformément aux droits et à la justice avec Israël. C'est ce que je peux dire maintenant, et j'espère que ce sera le dernier crime avant d'imposer une solution à Israël.

Question – Comment vous commentez les images transmises sur les chaînes télévisées concernant ce massacre à l'encontre de civils pacifistes ?

Général Aoun – Nous savons tous, et nous libanais en particulier, comment Israël s'est comportée pendant ses guerres au Liban où des actes de vengeance contre des civils se sont commis.

Celui qui est capable de bombarder les enfants de Cana à deux reprises est en mesure d'entreprendre toutes autres opérations militaires, que ce soit contre des civils ou contre tout autre être humain.

Mais la différence est qu'Israël, au départ, essayait de trouver des prétextes et des argumentations pour se justifier, par exemple, elle dit qu'il y a eu une erreur technique ou une erreur dans l'identification de la cible, ou encore qu'il y a eu des tirs de roquettes... Et celui qui veut aider Israël laisse entendre que cette excuse est vraie. Aujourd'hui, il n'y aurait aucune excuse pour permettre aux troupes israéliennes d'attaquer un navire et de tuer ses passagers lors d'une manifestation pacifique en pleine mer. Il n'y a aucune justification. Cela montre au monde le vrai visage d'Israël, nous étions convaincus depuis longtemps que ces actions israéliennes sont chose commune pour eux.

Question – Le Liban est actuellement président du Conseil de Sécurité des Nations-unies, et il y a une audience pour le conseil des ministres libanais dans lequel vous avez des ministres.

Allez-vous évoquer ce massacre et inciter le Liban à agir en convoquant une réunion du Conseil de sécurité ?

Général Aoun : Je pense que c'est à l'État affecté d'abord d'être initiateur. La Turquie, par conséquent, devrait déposer une plainte contre Israël suite à l'agression contre ses ressortissants et ses navires.

Partant de là, le Conseil de sécurité doit se réunir à la demande de son président, qu'il soit le Liban ou tout autre pays. Nous espérons que le Liban aurait une position à cet égard.

[Comité Valmy](#)
20 juin 2010,

Maroc

Rabat dénonce la "démolition" de maisons arabes par Israël.

Le Maroc a dénoncé mercredi un "projet israélien de démolition d'habitations palestiniennes" dans le secteur oriental de Jérusalem occupée et appelé la communauté internationale à intervenir "immédiatement pour annuler cette décision illégale", a-t-on annoncé de source officielle.

"Ce projet reflète la persistance de l'occupation israélienne dans la poursuite de ses violations des droits des Palestiniens et son atteinte au patrimoine urbanistique authentique de la ville sainte", a indiqué le ministère marocain des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le Maroc, dont le roi Mohammed VI préside le Comité islamique Al Qods, "rejette catégoriquement les arguments fallacieux d'Israël pour justifier (...) la construction d'un parc archéologique".

Il met en garde Israël contre les "graves conséquences de cette décision", selon le communiqué.

Le royaume a enfin appelé la communauté internationale à agir pour "mettre un terme aux plans de judaïsation à multiples dimensions à l'Est de Jérusalem, y compris la politique de démolition et d'expropriation des terres de la population d'Al Qods".

Lundi, la municipalité israélienne de la Ville Sainte de Jérusalem occupée a approuvé lundi un plan qui prévoit la construction d'un jardin pour les colons sur les ruines des dizaines de maisons palestiniennes.

24/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143570&language=fr>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

2 Les grandes manœuvres

Flottille: des élus américains s'en prennent violemment à la Turquie

Des élus de la Chambre des représentants américaine ont violemment critiqué le rôle de la Turquie, mercredi au cours d'une conférence de presse, dans l'affaire de la flottille humanitaire pour Gaza qui a fait l'objet d'un raid israélien sanglant. Selon le numéro trois républicain de la Chambre des représentants, Mike Pence, "il y aura des conséquences si la Turquie conserve sa tendance actuelle de rapprochement avec l'Iran et de confrontation croissante avec Israël".

M. Pence et plusieurs de ses collègues républicains ont durement critiqué Ankara, pour avoir soutenu la flottille et protesté contre Israël après le raid qui a coûté la vie à neuf ressortissants turcs.

Ils ont également critiqué Ankara pour s'être opposés aux pressions américaines visant à imposer de nouvelles sanctions contre Téhéran pour son programme nucléaire.

"C'est d'autant plus scandaleux que la Turquie est un membre de l'Otan", a pour sa part jugé le démocrate Eliot Engel.

Le représentant républicain Peter King est allé plus loin en prétendant qu'Ankara est responsable de la mort de ses neufs ressortissants. "Je pense que le sang est sur les mains de la Turquie", selon lui.

Par ailleurs, la démocrate Shelley Berkley a estimé que la Turquie ne "mérite pas d'être membre de l'Union européenne tant qu'elle ne se comportera pas davantage comme une nation européenne et beaucoup moins comme l'Iran".

17/06

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142564&language=fr>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Onu

Le Comité spécial de l'ONU demande (...) la fin des violences systématiques israéliennes.

Au terme d'une visite de 13 jours au Moyen-Orient, le Comité spécial de l'ONU sur les pratiques israéliennes dans les Territoires Occupés appelle Israël à cesser ses violations des droits humains dans la Bande Gaza, en Cisjordanie et sur le plateau du Golan.

« Les témoignages que nous avons recueillis mettent en évidence l'échec de l'arrête des violations récurrentes des droits humains », a indiqué le Président du Comité, le sri lankais Palitha Kohona.

« Les victimes de violations systématiques et souvent arbitraires des droits humains et des libertés élémentaires ont le droit de voir la justice prévaloir », a-t-elle ajouté.

Accompagné de l'Ambassadeur malaisien Hamidon Ali qui préside aussi le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) et du Conseiller de la Mission permanente du Sénégal auprès de l'ONU à Genève, Momar Gueye, Palitha Kohona s'est rendu au Caire, à Aman et Damas pendant 13 jours pour entendre les témoignages d'habitants des Territoires Occupés palestiniens et du plateau syrien du Golan qui racontent leur vie quotidienne sous l'occupation.

Le communiqué du Comité diffusé de Damas indique que des témoins venus de Gaza ont souligné l'urgence de mettre un terme aux assauts délibérés contre la population civile. Ils parlent de l'impossibilité de reconstruire les maisons et les écoles détruites lors de l'opération israélienne « Plomb Durci » fin 2008, en raison du blocus imposé depuis 3 ans par les autorités israéliennes. Ils décrivent aussi une situation sanitaire alarmante affectant les 1,5 millions de personnes résident dans la Bande de Gaza.

Des témoignages de Cisjordanie dénoncent les déplacements forcés, les violences des colons israéliens, les démolitions de maisons et les expulsions, en particulier à Jérusalem Est, ainsi que les violences contre les activistes pacifiques.

D'autres résidents ont eux fait état des pratiques discriminatoires et de la violation de la liberté de circulation des civils, à cause du blocus de Gaza, des multiples barrages, du mur de séparation et de tous les autres obstacles physiques imposé par Israël. Ils évoquent aussi les restrictions de l'accès à l'éducation, à la santé et aux ressources en eau, ainsi que le traitement des prisonniers détenus par Israël, parmi lesquels 300 enfants.

A propos du plateau syrien du Golan, les résidents soulignent la colonisation des lieux et les problèmes d'éducation et de santé sur le terrain, dont le but est, selon des témoins et des responsables politiques, d'altérer l'identité arabe syrienne de la population civile sous occupation.

Le Comité a également recueilli des témoignages sur la distribution inégale et discriminatoire de l'eau entre les colons israéliens et les habitants arabes syriens du plateau, sur les risques auxquels les civils sont exposés en raison des champs de mine israélien et sur les mauvais traitements dont souffrent les prisonniers originaires de cette région et incarcérés dans des geôles israéliennes.

Le Comité rendra bientôt à l'Assemblée générale de l'ONU un rapport compilant ces témoignages et présentant ses observations et recommandations. C'est en effet l'Assemblée générale des Etats Membres de l'ONU qui a créé le Comité en novembre 1968, dans le but d'améliorer la vie des personnes soumise à l'occupation de forces étrangères.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=22218&Cr=gaza&Cr1>

Bateau de militantes libanaises pour Gaza: "Israël" interpelle l'ONU.

Bien que le Hezbollah ait souligné, vendredi, qu'il n'était pas impliqué dans le bateau de "Mariam", la représentante israélienne à l'ONU a estimé dans une lettre adressée à l'organisation que l'entité sioniste était en droit d'user de "tous les moyens" pour éviter que des militantes se rendent par bateau du Liban à Gaza.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, citée par des radios et les sites internet de journaux israéliens, l'ambassadrice Gabriella Shalev indique qu'"Israël" soupçonne ces militantes d'être liées au Hezbollah.

"Israël se réserve le droit en conformité avec la législation internationale d'avoir recours à tous les moyens nécessaires pour empêcher ces bateaux de violer le blocus maritime imposé à la bande de Gaza", a indiqué le site du journal Haaretz, citant la lettre de Shalev.

"Il semble que quelques bateaux ont prévu de partir du Liban pour naviguer jusqu'à la bande de Gaza qui est sous le contrôle du régime "terroriste" du Hamas", a-t-elle ajouté.

"Alors que ceux qui organisent cette opération affirment qu'ils veulent (...) apporter une assistance humanitaire au peuple de Gaza, la véritable nature de ces actions reste douteuse", a-t-elle prétendu.

Un groupe d'une cinquantaine de femmes, dont 30 Libanaises, entend rallier Gaza à bord d'un navire chargé d'aides, le "Mariam". Aucune date de départ n'a encore été avancée.

19/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142849&language=fr>

APCE

L'APCE préoccupée par la situation humanitaire à Gaza.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'inquiète de la situation humanitaire à Gaza, indique la résolution ad hoc adoptée jeudi à Strasbourg.

"L'APCE exprime une inquiétude profonde par rapport à la situation au Proche-Orient et à la régression dans le processus de paix (palestino-israélien) due à la récente attaque menée par Israël contre une flottille d'aide humanitaire en route vers Gaza", stipule la résolution.

L'Assemblée a en outre exhorté le gouvernement israélien à briser le blocus de la bande de Gaza et à "coopérer avec la communauté internationale afin de lancer une enquête transparente et impartiale pour faire la lumière sur la façon dont s'est déroulé l'assaut".

La bande de Gaza subit le blocus israélien depuis juin 2007.

25-06

<http://fr.rian.ru/world/20100624/186955756.html>

UNRWA

L'UNRWA pour la levée totale du blocus de Gaza.

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) juge insuffisante la décision israélienne d'assouplir son blocus de la bande de Gaza, exigeant sa levée totale. Le haut commissaire de l'UNRWA a plaidé pour la levée totale du blocus de la bande de Gaza. Filippo Grandi a dénoncé la décision d'Israël d'alléger le blocus de Gaza, en ajoutant que l'ONU réclamait la levée complète du blocus de Gaza.

Le responsable onusien s'est dit douteux à l'égard de cette décision d'Israël, avant de souligner qu'aucun rapport, faisant état des détails de cette décision d'Israël n'a pas été encore rendu public.

21/06/2010

<http://french.irib.ir/>

L'UNRWA a des doutes sur l'assouplissement du blocus à Gaza...

La formulation de la promesse israélienne d'alléger le blocus de la bande de Gaza fait planer des doutes sur sa mise en oeuvre, déclare le chef de l'Office des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA).

Soumis à des pressions internationales après l'abordage sanglant par des commandos israéliens d'une flottille d'aide à Gaza, Israël a annoncé la semaine dernière qu'il assouplirait le blocus.

Israël a imposé ce blocus en 2007 et avait pris cette année-là le contrôle de la bande de Gaza.

Il interdisait l'importation à Gaza de tout produit qui n'est pas explicitement autorisé. Israël affirme maintenant qu'il laissera entrer tous les produits à l'exception de ceux figurant sur une liste de matériels susceptibles d'être utilisés à des fins militaires, tels que le ciment ou les barres de fer.

Filippo Grandi, commissaire général de l'UNRWA, a qualifié le blocus d'"absurde, contre-productif et illégal" et il a évoqué des éléments ambigus du plan israélien d'assouplissement.

"Ils parlent de marchandises qui seront autorisées à certains moments et pas à d'autres, en fonction du mandataire. De sorte que cela restera très compliqué", a-t-il dit à la presse à Beyrouth. "Maintenant, ils nous faut des faits (...) Croyez-moi, c'est très urgent, parce que la situation est très mauvaise sur le terrain".

Israël dément qu'il y ait une crise humanitaire à Gaza, contrairement à ce qu'affirment les Palestiniens, l'UNRWA et des défenseurs des droits de l'homme.

Ces derniers ont notamment souligné que la nouvelle réglementation israélienne continuerait d'interdire l'importation de matériaux de construction nécessaires pour relever les bâtiments détruits lors de l'offensive israélienne dans le territoire, début 2009.

L'UNRWA réclame aussi la réouverture du terminal terrestre de Karni, dans le nord-est de la bande de Gaza, qui est assez grand pour le transit de grosses cargaisons de ciment, de matériaux de construction et d'autres produits d'aide. A défaut, les camions sont détournés sur un point de passage plus étroit.

23//06/2010

<http://french.irib.ir/>

5 institutions et leurs satellites

6 Ue

13-06

Un diplomate de l'Union européenne (UE) avait indiqué avant une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE qu'"Israël" serait prêt à passer d'une logique d'interdiction, sauf exception, des produits dans la bande de Gaza, à une logique d'autorisation, sauf exception, une option défendue la semaine dernière par plusieurs responsables européens.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=142046&language=fr>

2 Europe

1 Allemagne

Israël a empêché un ministre allemand d'aller à Gaza....

Le gouvernement allemand a dénoncé dimanche le refus d'Israël de laisser le ministre allemand du Développement Dirk Niebel se rendre à Gaza le même jour.

L'intéressé a dénoncé "une grande erreur de politique étrangère de la part du gouvernement israélien", dans une interview dimanche sur le site internet du journal Leipziger Volkszeitung.

Le chef de la diplomatie Guido Westerwelle a lui dit "déplorer la décision du gouvernement israélien" et souligné que Berlin, comme toute l'Union européenne, attendaient "la fin du blocus" de Gaza.

Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères a indiqué que "le gouvernement s'est engagé à plusieurs reprises, y compris M. Westerwelle auprès de son homologue israélien, pour que cette visite ait lieu".

Pour Dirk Niebel, le blocus de Gaza "n'est pas un signe de force, c'est la preuve d'une peur inexprimée". Il a dit son "plein soutien" à une résolution en préparation au Bundestag (chambre des députés allemands) pour "augmenter la pression politique sur Israël".

L'Allemagne, en raison de son passé nazi, ménage généralement beaucoup les Israéliens, mais ces dernières semaines, les prises de position sévères se sont multipliées, comme ailleurs, à l'égard de l'Etat hébreu, après l'assaut lancé en mai contre une flottille internationale qui voulait se rendre à Gaza.

En Israël pour quatre jours jusqu'à mardi, M. Niebel, qui est par ailleurs vice-président de la Société germano-israélienne, devait rencontrer dimanche à Gaza des représentants de l'ONU.

Israël a interdit ce voyage samedi.

(AFP)

20/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143018&language=fr>

Belgique

Une plainte déposée à l'encontre de 14 dirigeants israéliens

Deux avocats belges, M^c [Georges-Henri Beauthier](#) et [Alexis Deswaef](#), ont annoncé, mercredi 23 juin, à Bruxelles, le dépôt d'une plainte pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre à l'encontre de 14 dirigeants politiques et militaires israéliens. Elle vise des actes commis à la fin 2008 et au début 2009 à Gaza, lors de l'opération militaire "Plomb durci".

La plainte cite, entre autres, [Ehoud Olmert](#), [Tzipi Livni](#) et [Ehoud Barak](#), respectivement premier ministre, ministre des affaires étrangères et ministre de la défense à l'époque des faits. Le vice-ministre de la défense et ancien général de Tsahal, [Matan Vilnai](#), est également cité, ainsi que divers hauts responsables de l'armée et des services de renseignement.

Agissant notamment pour le compte d'un médecin belge d'origine palestinienne, [Anouar Rashid Saïd El-Okka](#) et ses deux frères, dont les champs de fruits et d'oliviers ont été intentionnellement détruits et brûlés au phosphore, les deux avocats s'appuient sur les dispositions de loi belge en matière de compétence universelle.

Leur plainte vise aussi le bombardement de la mosquée Al-Maqadmah, à proximité du camp de réfugiés de Jabaliya. Seize civils, dont des enfants, avaient été tués lors d'une attaque censée viser des militants du Hamas. Les avocats belges représentent 13 victimes, blessées ou qui ont perdu un proche.

CRITÈRE DE "RATTACHEMENT"

M^c Beauthier et Deswaef déposent au parquet fédéral belge un document très fouillé de 70 pages, reprenant, entre autres, les conclusions d'un rapport des Nations unies (la "mission Goldstone") sur les violences commises à Gaza. Il invite la justice belge à se saisir de leur plainte étant donné que *"la Palestine n'étant pas reconnue comme Etat, son appareil judiciaire ne permet pas de telles poursuites"*.

Quant aux juridictions israéliennes, *"elles ne présentent pas les qualités d'indépendance, d'impartialité et d'équité, telles qu'exigées par le droit international des droits de l'homme"*, note le texte.

Ce n'est pas la première fois que la justice belge est confrontée à une plainte concernant Israël. En 2001, des Palestiniens et des Libanais avaient tenté de faire juger l'ancien premier ministre [Ariel Sharon](#) pour les massacres des camps de Sabra et Chatila, en 1982. L'affaire avait tourné à l'incident diplomatique et la Belgique avait, dans la foulée, décidé de restreindre la portée de sa loi de compétence universelle. Celle-ci prévoit désormais un critère de "rattachement", à savoir l'implication directe d'un citoyen belge. Ce critère est rempli dans le cas présent, le docteur El-Okka possédant la nationalité belge. Les biens que ce dernier possédait avec ses deux frères ont été entièrement dévastés, et son puits d'eau rendu inutilisable, alors que les cultures visées constituaient les seules ressources de sa famille, dans la région d'El-Zeytoun au sud-est de Gaza. Selon ses avocats, la région ne comportait aucun combattant palestinien et aucune arme n'y était stockée.

[Le Monde.fr](#) | 23.06

3 Irlande

Dublin expulse un diplomate israélien

L'Irlande a expulsé un diplomate israélien, mardi. Cette décision serait une conséquence de l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh à Dubaï, en janvier dernier, que la communauté internationale attribue à l'Etat hébreu. L'utilisation de faux passeports irlandais dans cette affaire n'a pas manqué de soulever la colère de Dublin. Pour l'heure, Israël continue de nier toute forme d'implication dans l'opération de liquidation du haut-responsable du Hamas. Selon les autorités de Dubaï, les assassins ont eu recours à 32 faux passeports, au total. Le ministre irlandais des Affaires étrangères, Michaël Martin, a annoncé, mardi, la décision de son gouvernement. Un membre du personnel de l'ambassade israélienne de Dublin sera expulsé, puisque "tout porte à croire qu'une agence gouvernementale israélienne est responsable dans cette affaire". Huit passeports irlandais auraient été utilisés par les assassins présumés de Mabhouh.

Herb Keinon a contribué à la rédaction de cet article.

15.06

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1275377902104&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

6 Turquie

Une délégation militaire turque en « Israël »

L'agence turque d'Anatolie a signalé qu'une délégation militaire turque est en visite de deux semaines pour l'entité sioniste. Elle y effectue des tests techniques à quatre drones qui constituent la dernière partie d'une transaction conclue entre les deux parties en 2005, et en fonction de laquelle Ankara a acheté une dizaine de ces petits avions sans pilotes israéliens de type Heron.

Au terme de l'accord, les appareils auraient dû être livrés en mai 2008 dans un dernier délai, mais la première livraison de six avions n'a été fournie qu'en Octobre 2009. Certains d'entre eux étaient défectueux, et Ankara avait alors menacé de saisir les tribunaux internationaux compétents.

Les Turcs ont besoin de ces drones pour surveiller les mouvements des séparatistes du PKK kurdes, lesquels ont ces derniers temps intensifié leurs opérations terroristes contre des positions militaires et civiles turques.

Certains milieux soupçonnent des liens entre les Israéliens et le PKK, sachant que l'escalade militaire des Kurdes contre les Turcs coïncide avec la dégradation des relations entre Ankara et Tel Aviv.

Le Kurdistan irakien entretient des liens privilégiés avec Israël, ouvrant ses portes à ses investisseurs dans tous les domaines.

23/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=143409&language=fr>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19